

OUGANDA

Faits marquants

- Le HCR a mis un terme à ses opérations de protection et d'assistance auprès des personnes déplacées au nord de l'Ouganda. Fin 2011, la plupart des Ougandais déplacés par les combats entre les forces nationales et l'Armée de résistance du Seigneur (*Lord's Resistance Army, LRA*), dont le nombre était estimé à 1,84 million, avaient regagné leur région d'origine.
- L'Ouganda a accueilli 4 588 réfugiés et demandeurs d'asile supplémentaires, qui fuyaient la violence en République démocratique du Congo (RDC).
- Pour appuyer les rapatriements librement consentis, le Gouvernement de l'Ouganda et le HCR ont tenu des réunions tripartites avec les Gouvernements du Kenya, du Rwanda et de la RDC en 2011.
- Le HCR a aidé les autorités ougandaises à préparer la mise en œuvre de la stratégie globale de solutions durables pour les réfugiés rwandais en 2012.

Environnement opérationnel

Au cours de l'année, l'Ouganda a accueilli d'autres réfugiés et demandeurs d'asile, principalement des Congolais (RDC) cherchant à échapper à la violence qui faisait rage dans la Province-Orientale, ainsi que dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. L'Ouganda applique une politique généreuse, consistant à allouer des terres arables et des terrains à bâtir aux réfugiés qui ne vivent pas en milieu urbain ou résident dans des zones d'installation. Les demandeurs d'asile originaires de l'est de la RDC sont reconnus d'emblée (*prima facie*) comme des réfugiés. Le statut des autres demandeurs d'asile est déterminé par la Commission nationale d'éligibilité des réfugiés.

Le pays accueillait 162 900 réfugiés et demandeurs d'asile en 2011, contre 156 600 en 2010. Les réfugiés originaires de la RDC (88 400) forment le groupe le plus important. Le nombre de réfugiés urbains a augmenté, passant de quelque 37 800 en 2010 à 42 500 en 2011, les nouveaux arrivants étant rejoints par des réfugiés qui déménageaient des zones d'installation pour s'installer dans des centres urbains. Le HCR a observé que les réfugiés avaient tendance à s'installer à Kampala, parce qu'ils recherchaient des services plus satisfaisants et de meilleures conditions de vie, ou encore des possibilités de réinstallation.

Les réfugiés résidant dans les zones d'installation allouées par l'État ont entrepris des activités agricoles, qui ont contribué à leur sécurité alimentaire et financière et renforcé leur autosuffisance ainsi que leur capacité de résistance.

Réalisations et impact

Objectifs et cibles prioritaires

En 2011, le HCR entendait offrir une protection aux réfugiés accueillis en Ouganda et rechercher des solutions durables à leur situation, tout en s'efforçant d'améliorer les services dans les secteurs de l'éducation, de l'assainissement, de la distribution d'eau, de la santé et de l'hébergement.



Environnement de protection favorable

- Le HCR a entamé un projet destiné à renforcer les capacités et les compétences en Ouganda afin de faciliter l'identification des personnes qui ont besoin de protection internationale. Le projet a mis l'accent sur l'amélioration des connaissances nécessaires à la gestion des migrations mixtes, l'accélération de l'instruction des demandes d'asile et le renforcement de la procédure de recours.
- Un projet conjointement entrepris par le HCR et le district de Yumbe a permis de planter plus de 51 000 pousses d'arbres fruitiers et d'arbres ayant une valeur commerciale sur 30 hectares. Le bois de chauffe est le principal combustible utilisé pour la cuisine dans 98 pour cent des habitations de la région. L'utilisation de fourneaux à haut rendement énergétique ne progresse pas et ne concerne que 37 pour cent des ménages. Selon les estimations, la plupart des réfugiés consomment de 13 à 15 kg de bois de chauffe par jour, en raison de méthodes de cuisson provoquant de fortes pertes d'énergie.

Procédures de protection équitables

- Le HCR a aidé son homologue gouvernemental, le Département chargé de la préparation et de la gestion des situations en cas de catastrophes, et des réfugiés, qui dépend du Cabinet du Premier ministre, à se doter de moyens plus solides pour enregistrer et assister les demandeurs d'asile, en

augmentant le nombre de ses salles aux fins d'entretien et en partageant sa base de données *ProGres*.

- La Commission d'éligibilité a doublé le nombre de ses missions dans les zones d'installation du sud-ouest, qui accueillent la grande majorité des réfugiés et des nouveaux arrivants. Parallèlement, le Gouvernement a créé une Commission de recours pour les demandes d'asile rejetées.
- Les réfugiés nouvellement enregistrés ont reçu des attestations et des cartes de rationnement. Cependant, les demandeurs d'asile somaliens, éthiopiens et érythréens qui s'inscrivent auprès de la Commission d'éligibilité ont des difficultés à obtenir le statut de réfugié car on considère qu'ils sont passés par d'autres pays d'asile sûrs avant d'arriver en Ouganda.
- La délivrance de cartes d'identité de réfugiés et de certificats de naissance n'a pas progressé.
- Les campagnes de vérification et de profilage entreprises auprès des réfugiés résidant dans la province du Nil occidental, essentiellement originaires du Soudan du Sud, ont confirmé que la population de réfugiés enregistrés avait connu de modestes baisses – 14 pour cent (de 3 360 à 2 880 individus) à Imvepi et Rhino (district d'Arua) et 8,5 pour cent (de 9 110 à 8 350 individus) dans les districts d'Adjumani et de Moyo. Ces résultats ont infléchi la planification des activités de rationalisation des camps : à l'issue de ce processus, le nombre de camps de réfugiés diminuera de moitié dans la province du Nil occidental et les services essentiels seront progressivement transférés et intégrés aux services publics du district d'accueil ou de l'administration locale.

Protection contre la violence et l'exploitation

- Le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile urbains ayant bénéficié de services juridiques a pratiquement doublé, passant de 425 en 2010 à 806 en 2011. Au total, 985 séances individuelles de conseil juridique ont été organisées, contre les 250 prévues initialement. Sur les quelque 800 personnes assistées, 300 étaient des victimes de violences sexuelles et sexistes. Quarante-deux affaires concernaient des mineurs et

20 personnes ont été orientées sur des services d'accompagnement et de soutien spécialisés. Une assistance juridique a été offerte dans soixante affaires, dont 20 ont été portées devant les tribunaux. Le HCR et ses partenaires ont également facilité l'accès à la justice et les décisions judiciaires dans 35 affaires impliquant des déplacés internes très vulnérables, ayant des besoins particuliers.

- Plus de 5 000 membres de la communauté somalienne ont été informés des lois interdisant les mutilations génitales féminines et sensibilisés aux risques et périls de ces pratiques.
- S'agissant de la protection de l'enfance, l'arriéré en matière de détermination de l'intérêt supérieur a été réduit, le nombre de cas en attente passant de 106 à 37 ; dix comités chargés de la protection des enfants et de leur éducation ont été formés. Seuls 11 des 76 enfants handicapés ont pu bénéficier d'une assistance pour s'inscrire dans des écoles spécialement adaptées à leurs besoins. Le HCR a permis à plus de 300 déplacés internes très vulnérables d'obtenir des aides à la mobilité, comme des fauteuils roulants et des béquilles, et leur a offert une formation sur l'utilisation et l'entretien de ce matériel.
- À la suite de l'intervention du HCR, 10 personnes relevant de sa compétence et placées en détention pour diverses raisons ont été remises en liberté ; le Haut Commissariat a ensuite facilité l'accès de ces personnes aux procédures d'asile, pour leur permettre de régulariser leur statut.

Besoins et services essentiels

- L'approvisionnement en eau dans les quatre zones d'installation du sud-ouest de l'Ouganda, qui accueilleraient au total plus de 104 000 personnes, soit plus de 60 pour cent de la population de réfugiés et de demandeurs d'asile accueillie en Ouganda, se situait entre 10 et 15 litres par personne et par jour, alors que la norme est de 20 litres. Dans 24 villages de la vaste zone d'installation de Nakivale, qui s'étend sur plus de 100 kilomètres carrés, il n'a pas été possible de fournir plus de 9 à 11 litres par personne et par jour, en raison de la distance qui sépare les villages des points d'eau.

Personnes relevant de la compétence du HCR

| Type de population | Origine | Total | Nb pers. assistées par le HCR | % femmes | % < 18 ans |
|---------------------------|-------------|----------------|-------------------------------|----------|------------|
| Réfugiés | RDC | 81 500 | 81 500 | 50 | 59 |
| | Soudan | 18 300 | 18 300 | 51 | 56 |
| | Somalie | 14 000 | 14 000 | 45 | 45 |
| | Rwanda | 13 000 | 13 000 | 50 | 60 |
| | Burundi | 6 700 | 6 700 | 50 | 59 |
| | Érythrée | 3 500 | 3 500 | 43 | 33 |
| | Kenya | 1 300 | 1 300 | 50 | 52 |
| | Éthiopie | 1 100 | 1 100 | 37 | 32 |
| | Pays divers | 50 | 50 | 46 | 41 |
| Demandeurs d'asile | Somalie | 7 000 | 7 000 | 43 | 62 |
| | RDC | 6 900 | 6 900 | 47 | 68 |
| | Érythrée | 2 900 | 2 900 | 43 | 55 |
| | Rwanda | 2 800 | 2 800 | 46 | 58 |
| | Burundi | 1 500 | 1 500 | 44 | 55 |
| | Soudan | 1 100 | 1 100 | 37 | 66 |
| | Éthiopie | 1 000 | 1 000 | 38 | 39 |
| | Kenya | 260 | 260 | 44 | 48 |
| | Pays divers | 80 | 80 | 22 | 53 |
| Déplacés internes | Ouganda | 29 800 | 29 800 | - | - |
| Déplacés de retour | Ouganda | 95 800 | 95 800 | - | - |
| Réfugiés rapatriés | Pays divers | 20 | 20 | - | - |
| Total | | 288 610 | 288 610 | | |

- Les communautés locales ont offert leurs compétences, leur travail et leur temps afin d'aider le HCR à construire des maisons et des latrines pour plus de 3 000 déplacés internes très vulnérables qui avaient des besoins spécifiques. Le HCR a également construit ou remis en état 80 points d'eau dans des zones de retour, avec l'appui de comités de l'eau locaux formés à leur entretien.
- Une enquête nutritionnelle réalisée dans le sud-ouest a montré que le taux de retard de croissance au sein de la population relevant de la compétence du HCR était supérieur à 34 pour cent (selon les normes de l'OMS, le taux admissible est inférieur à 20 pour cent). Dans la région du Nil occidental et dans le district de Kiryandongo, le taux d'anémie des enfants âgés de 6 à 59 mois demeurait élevé, à plus de 60 pour cent. Le seuil d'alerte se situe au-dessous de 40 pour cent. Chez les femmes en âge de procréer (15-45 ans), le taux d'anémie s'était stabilisé à un peu moins de 21 pour cent, 20 pour cent étant le niveau acceptable. Pour tenter de réduire ces pourcentages, le HCR a formé 64 éducateurs et éducatrices, issus de la population relevant de sa compétence, à la prévention et à la gestion de l'anémie, à l'alimentation des nourrissons et des enfants en bas âge et à l'hygiène.
- Les femmes enceintes et les familles qui avaient des enfants de moins de cinq ans ont reçu des moustiquaires. Le paludisme et les maladies respiratoires restent les principales causes de mortalité et de morbidité au sein de la population qui relève de la compétence du HCR.
- Un centre CTA (Community Technology Access) a été ouvert dans la zone d'installation de Nakivale afin d'offrir aux réfugiés et aux membres des communautés d'accueil un lieu pour se former à l'informatique et accéder à internet.

Participation et autogestion communautaires

- Dans les zones d'installation de réfugiés de Kyaka II (16 000 habitants) et de Nakivale (57 500 habitants), les membres de la communauté ont participé à la planification, à

la mise à disposition et au suivi des services communautaires (comme la distribution de vêtements), des activités dans le secteur de l'éducation (construction de deux écoles, par exemple) et des projets de lutte contre la violence sexuelle et sexiste ou de renforcement de l'autosuffisance. Ils ont également contribué à la préservation et à l'entretien de ressources communes, comme le milieu naturel, les points d'eau, les routes d'accès et les centres communautaires. À Nakivale, les femmes occupaient 30 à 42 pour cent des postes de direction. Dans les comités chargés de la gestion des vivres et du bien-être des enfants, la représentation féminine a atteint 50 pour cent. Quarante éducateurs issus de la population réfugiée ont été formés au renforcement et à la gestion des structures communautaires de lutte contre la violence sexuelle et sexiste.

- Les résultats des campagnes de vérification et de profilage menées à Adjumani et à Moyo ont montré que plus de 1 200 ménages (soit près des deux tiers), étaient parvenus à l'autosuffisance alimentaire et financière.
- Dans le cadre du programme en faveur des déplacés internes, plus de 3 000 individus très vulnérables ont bénéficié d'une aide au renforcement des moyens d'existence au niveau communautaire dans leurs régions de retour. Les déplacés de retour ont reçu des animaux d'élevage et des intrants agricoles. Par ailleurs, 1 600 autres déplacés ayant regagné leur région ont pu bénéficier d'un projet de microcrédit soutenu par le HCR.

Solutions durables

- Après avoir protégé et assisté, cinq années durant, les Ougandais déplacés par les combats entre la LRA et l'armée ougandaise, le HCR a fermé son bureau de Gulu, au nord de l'Ouganda, à la fin de l'année 2011. En 2005, au plus fort du conflit, environ 1,8 million d'Ougandais déplacés vivaient dans 251 camps implantés dans 11 districts. En décembre 2011,



Attente au dispensaire : les mères congolaises qui vivent dans la zone d'installation de Kyaka sont particulièrement exposées au paludisme, tout comme leurs enfants.

quelque 247 camps avaient été fermés, et les terrains rendus à leurs propriétaires après avoir été nettoyés et réhabilités. Cependant, quelque 30 000 Ougandais étaient toujours accueillis dans l'un ou l'autre des quatre camps encore en service ou dans des centres de transit situés à proximité de la destination qu'ils avaient choisie.

- Le HCR a participé à des réunions tripartites distinctes entre le Gouvernement ougandais et les Gouvernements kényan, rwandais et congolais (RDC).
- En 2011, près de 7 000 réfugiés originaires de la RDC ont choisi de regagner leur pays par leurs propres moyens. Parallèlement, 875 Sud-Soudanais et 69 Kényans ont opté pour la solution du rapatriement librement consenti. L'exercice de vérification et de profilage entrepris en 2011 a indiqué que 1 306 Sud-Soudanais avaient l'intention de regagner leur pays en 2012.
- Sur les 1 585 réfugiés qui ont fait l'objet d'une demande de réinstallation auprès de divers pays, quelque 402 ont été réinstallés.
- À l'issue de discussions au sujet de l'intégration sur place avec le HCR, le Gouvernement a indiqué qu'il examinerait la possibilité d'autoriser cette solution durable.

Contraintes

La forte inflation et la dépréciation du shilling ougandais ont eu un effet préjudiciable sur la mise en œuvre des programmes. Les denrées alimentaires et les combustibles ont été particulièrement touchés par la hausse des prix, des coupures de courant étant pratiquées dans l'ensemble du pays pour réduire les coûts du pétrole importé. La hausse du prix des biens et services vendus en shillings ont réduit le pouvoir d'achat du budget et ont nécessité des compromis quant au champ d'application, à l'ampleur et à la qualité des programmes. Par exemple, il n'a pas été possible d'entreprendre des campagnes de vérification et de profilage dans la région du sud-ouest, où la zone d'installation de Nakivale est située. Environ 64 pour cent des réfugiés et des demandeurs d'asile accueillis en Ouganda vivent dans cette région.

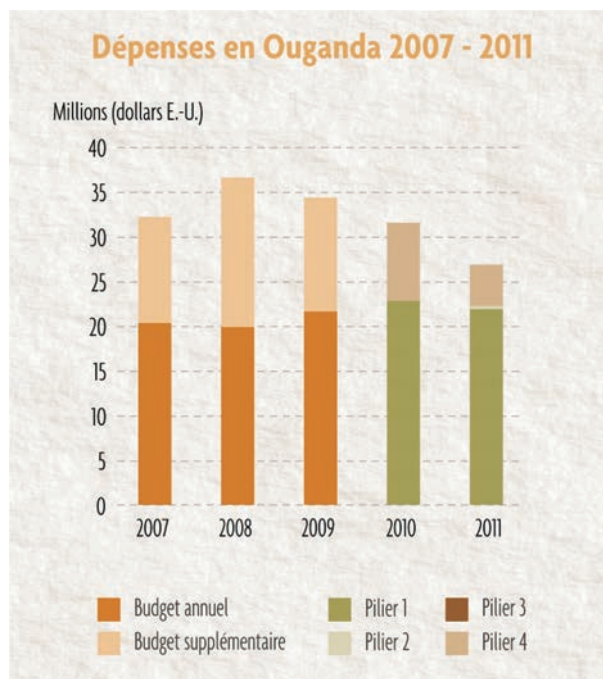
Informations financières

En 2011, le budget de l'opération du HCR en Ouganda était légèrement supérieur à 76 millions de dollars E.-U., dont 66 millions pour les réfugiés et 9 millions pour les projets en faveur des déplacés internes. Les contributions affectées ont financé à peine plus d'un cinquième du budget. Les dépenses s'élevaient à 27 millions de dollars E.-U. à la fin de l'année 2011, contre 31,7 millions en 2010.

Organisation et mise en œuvre

Le principal organisme gouvernemental chargé des affaires relatives aux réfugiés est le Département chargé de la préparation et de la gestion des situations en cas de catastrophes, et des réfugiés (au sein du Cabinet du Premier ministre), qui dirige la coordination des activités avec les structures administratives locales dans les districts qui accueillent des réfugiés.

Les autorités ougandaises, le HCR et les partenaires coordonnent leurs efforts à l'occasion de réunions mensuelles de coordination et d'information interorganisations. Le HCR travaille également en étroite coopération avec un réseau de 23 partenaires, composé notamment de partenaires d'exécution



et de partenaires opérationnels qui interviennent à la fois dans les opérations auprès des réfugiés et des déplacés internes.

Le Gouvernement ayant exprimé le souhait de voir les nouveaux arrivants en provenance de RDC accueillis dans la zone d'installation d'Orunchinga, dans le sud-ouest de l'Ouganda, une unité de terrain réunissant des agents chargés de la protection, des services communautaires et des programmes a été implantée dans le district d'Isingiro.

Présence du HCR en 2011

| | |
|---------------------|------------|
| □ Nombre de bureaux | 13 |
| □ Effectifs totaux | 194 |
| Internationaux | 22 |
| Nationaux | 141 |
| JEA | 1 |
| VNU | 18 |
| Autres | 12 |

Collaboration avec les partenaires

La collaboration avec le PAM est restée excellente. Le PAM a continué à fournir des rations alimentaires pour les nouveaux arrivants et les réfugiés qui ne pouvaient produire suffisamment de vivres pour leur propre consommation, notamment les personnes qui avaient des besoins particuliers. La coopération avec d'autres organismes onusiens (PNUD, FNUAP, ONUSIDA et OMS) a essentiellement eu trait à la programmation conjointe, à l'évaluation commune de pays, au PNUAD et aux objectifs du Millénaire pour le développement.

Le HCR a participé à l'examen annuel du PNUAD, aux réunions de l'Équipe de gestion du programme, aux travaux du Groupe de partenaires pour le développement local et aux services communs des Nations Unies dans le cadre de l'Équipe de gestion opérationnelle. Le Haut Commissariat a également été impliqué dans un certain nombre de programmes communs des Nations Unies, tels que le Programme commun d'appui sur la question du VIH et du sida, le Programme commun sur la population et le Programme commun sur l'égalité des genres.

Évaluation générale

Les nouveaux arrivants ont bénéficié de la politique positive de l'Ouganda en matière d'asile. La mise en œuvre du programme a présenté certaines difficultés, en raison de l'inflation, et l'enveloppe budgétaire allouée à l'opération n'a pas permis de répondre à tous les besoins, notamment en ce qui concerne d'importantes activités dans le domaine de l'enregistrement, de la vérification, de la protection de l'enfance et de la lutte contre la violence sexuelle et sexiste. L'événement le plus marquant de l'année a été la conclusion de l'opération de protection et d'assistance auprès des personnes déplacées dans le nord de l'Ouganda, en raison du retour dans leur localité d'origine de la plupart des Ougandais déplacés par les combats entre l'armée ougandaise et la LRA, dont le nombre était estimé à 1,84 million.

Besoins non satisfaits

- Les fonds disponibles étaient insuffisants pour couvrir les besoins éducatifs de plus de 4 000 enfants qui ne sont pas à l'école primaire ; en outre, 5 pour cent seulement des jeunes sont scolarisés dans des établissements publics d'enseignement secondaire et supérieur.
- Il n'a pas été possible de prendre intégralement en charge les besoins dans les domaines de la santé, notamment de la santé mentale, des moyens d'existence, de la logistique, de l'aide spéciale aux personnes handicapées et des enquêtes professionnelles destinées à identifier les mineurs non accompagnés et séparés, à leur fournir des documents et à leur venir en aide.
- Il n'a pas été possible de former les fonctionnaires chargés de l'enregistrement aux méthodes qui permettent d'identifier, de signaler et d'orienter les personnes qui ont des besoins particuliers, notamment les mineurs non accompagnés, lors de l'enregistrement initial.
- Les autorités compétentes n'ont pu être formées à l'identification et à la gestion des victimes de la traite, au profilage des personnes les plus exposées, et à l'assistance aux victimes.

- Les mesures de prévention de la violence sexuelle et sexiste étaient loin de répondre aux besoins.
- Les activités de vérification et de profilage des populations qui vivent dans les zones d'installation du sud-ouest et à Kampala, et qui représentent 90 pour cent des réfugiés et demandeurs d'asile accueillis en Ouganda, n'ont pu être mises en œuvre.
- La quantité de protections périodiques distribuée n'a permis de répondre aux besoins que pendant deux mois de l'année.

Partenaires

Partenaires d'exécution

Organismes gouvernementaux : Administration locale du district d'Adjumani, Administration locale du district d'Arua, Administration locale du district de Kiryandongo, Administration locale du district de Moyo, Administration locale du district de Yumbe, Commission ougandaise des droits de l'homme, Département chargé de la préparation et de la gestion des situations en cas de catastrophes, et des réfugiés (Cabinet du Premier ministre)

ONG : Africa Humanitarian Action, African Initiative for Relief Development, Aktion Afrika Hilfe, International, Arbeiter Samariter Bund - Allemagne, Association of Volunteers in International Service, Bangladesh Rural Advancement Committee - Ouganda, Caritas – Archidiocèse de Gulu, Conseil danois pour les réfugiés, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Inter-Aid - Ouganda, Medical Teams International, Nsamizi Training Institute for Social Development, Windle Trust – Ouganda

Partenaires opérationnels

Organismes gouvernementaux : Direction de la santé de la municipalité de Kampala, ministère de l'Éducation, ministère de l'Éducation et des Sports, ministère de l'Intérieur, ministère de la Santé

ONG : African Center for Treatment and Rehabilitation of Torture Victims, American Refugee Council, Conseil finlandais pour les réfugiés, Conseil norvégien pour les réfugiés, Croix-Rouge ougandaise, FIDA, Human Rights Coalition in Uganda, Jeunesse pour le Christ, Missionaries of the Poor, Public Defender Association of Uganda, Real Medicine Foundation, Right to Play, Service jésuite des réfugiés, The Refugee Law Project (Université de Makerere), WAKISA Ministries

Autres : CICR, FNUAP, HCDH, PAM, PNUD

Budget, revenus et dépenses en Ouganda | dollars E.-U.

| | PILIER 1 Programme pour les réfugiés | PILIER 2 Programme pour les apatrides | PILIER 4 Projets pour les déplacés internes | Total |
|--|--|---|---|-------------------|
| BUDGET FINAL | 66 658 305 | 378 000 | 9 542 675 | 76 578 980 |
| Revenus issus des contributions | 12 490 701 | 0 | 5 947 650 | 18 438 351 |
| Autres fonds disponibles | 9 502 992 | 371 653 | 2 199 867 | 12 074 512 |
| TOTAL DES FONDS DISPONIBLES | 21 993 693 | 371 653 | 8 147 517 | 30 512 863 |
| VENTILATION DES DÉPENSES | | | | |
| <i>Environnement de protection favorable</i> | | | | |
| Prévention de l'apatridie | 0 | 371 653 | 0 | 371 653 |
| Coopération avec les partenaires | 98 974 | 0 | 0 | 98 974 |
| Attitudes du public à l'égard des personnes prises en charge | 98 974 | 0 | 0 | 98 974 |
| Accès au territoire | 53 304 | 0 | 0 | 53 304 |
| Protection de l'environnement | 510 199 | 0 | 0 | 510 199 |
| Gestion renforcée des urgences | 125 371 | 0 | 0 | 125 371 |
| Sous-total | 886 822 | 371 653 | 0 | 1 258 475 |

| | PILIER 1 Programme pour les réfugiés | PILIER 2 Programme pour les apatrides | PILIER 4 Projets pour les déplacés internes | Total |
|---|--|---|---|-------------------|
| <i>Procédures de protection équitables</i> | | | | |
| Conditions d'accueil | 91 883 | 0 | 0 | 91 883 |
| Enregistrement et établissement de profils | 765 501 | 0 | 0 | 765 501 |
| Accès aux procédures d'asile | 683 581 | 0 | 0 | 683 581 |
| Détermination de statut juste et efficace | 151 771 | 0 | 0 | 151 771 |
| Regroupement familial | 91 883 | 0 | 0 | 91 883 |
| Documents d'état civil | 160 766 | 0 | 0 | 160 766 |
| Sous-total | 1 945 385 | 0 | 0 | 1 945 385 |
| <i>Protection contre la violence et l'exploitation</i> | | | | |
| Impact sur les communautés hôtes | 274 423 | 0 | 0 | 274 423 |
| Application de la loi | 365 326 | 0 | 0 | 365 326 |
| Gestion de la sécurité communautaire | 69 166 | 0 | 0 | 69 166 |
| Violences fondées sur l'appartenance sexuelle | 186 006 | 0 | 0 | 186 006 |
| Protection des enfants | 183 106 | 0 | 0 | 183 106 |
| Liberté de mouvement | 30 280 | 0 | 0 | 30 280 |
| Accès aux solutions juridiques | 164 446 | 0 | 0 | 164 446 |
| Sous-total | 1 272 753 | 0 | 0 | 1 272 753 |
| <i>Besoins élémentaires et services essentiels</i> | | | | |
| Sécurité alimentaire | 43 488 | 0 | 0 | 43 488 |
| Nutrition | 295 560 | 0 | 0 | 295 560 |
| Eau | 952 649 | 0 | 294 615 | 1 247 264 |
| Abris et autres infrastructures | 1 175 005 | 0 | 445 989 | 1 620 994 |
| Articles ménagers et hygiène de base | 498 690 | 0 | 0 | 498 690 |
| Soins de santé primaire | 1 990 094 | 0 | 0 | 1 990 094 |
| VIH et sida | 401 388 | 0 | 0 | 401 388 |
| Éducation | 784 286 | 0 | 0 | 784 286 |
| Services d'assainissement | 384 340 | 0 | 0 | 384 340 |
| Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques | 203 603 | 0 | 296 884 | 500 487 |
| Sous-total | 6 729 103 | 0 | 1 037 488 | 7 766 591 |
| <i>Autogestion et participation communautaires</i> | | | | |
| Évaluation participative | 218 285 | 0 | 0 | 218 285 |
| Autogestion communautaire | 747 350 | 0 | 0 | 747 350 |
| Autosuffisance et moyens d'existence | 1 035 094 | 0 | 610 629 | 1 645 723 |
| Sous-total | 2 000 729 | 0 | 610 629 | 2 611 358 |
| <i>Solutions durables</i> | | | | |
| Stratégie de solutions durables | 148 073 | 0 | 0 | 148 073 |
| Retour volontaire | 388 575 | 0 | 397 087 | 785 662 |
| Réinstallation | 528 794 | 0 | 0 | 528 794 |
| Intégration locale | 0 | 0 | 351 952 | 351 952 |
| Sous-total | 1 065 442 | 0 | 749 039 | 1 814 481 |
| <i>Relations extérieures</i> | | | | |
| Mobilisation des ressources | 15 232 | 0 | 0 | 15 232 |
| Information | 15 232 | 0 | 0 | 15 232 |
| Sous-total | 30 464 | 0 | 0 | 30 464 |
| <i>Logistique et appui aux opérations</i> | | | | |
| Chaîne d'approvisionnement et logistique | 2 332 886 | 0 | 687 708 | 3 020 594 |
| Gestion et coordination des programmes | 2 640 971 | 0 | 331 134 | 2 972 105 |
| Sous-total | 4 973 857 | 0 | 1 018 842 | 5 992 699 |
| Autres objectifs | 475 | 0 | 0 | 475 |
| Solde des versements aux partenaires d'exécution | 3 088 664 | 0 | 1 235 778 | 4 324 442 |
| Total | 21 993 694 | 371 653 | 4 651 776 | 27 017 123 |